

Objet : Impacts Jeux olympiques et paralympiques 2024 sur les manifestations sur la voie publique du 20 juin 2024 au 12 septembre 2024

Suite à la réunion avec la FFC concernant l'impacts JO 2024 sur les manifestations sur la voie publique

Fin juin 2023, Michel Callot a adressé à l'ensemble de Préfets du territoire, un courrier afin de les sensibiliser sur la volonté de la FFC à tout mettre en œuvre pour assurer collectivement la sécurité de nos courses sur route notamment.

Il est alors demandé aux Comités départementaux ;

1. D'anticiper le calendrier route 2024
2. D'identifier sur leurs territoires respectifs, les manifestations qui auront lieu en 2024 qui à ce jour bénéficient de conventions avec les Forces de l'Ordre. Il convient de sensibiliser dès maintenant les organisateurs afin que ces derniers puissent prendre attache avec les Groupements de Gendarmerie ou avec la DDSP suivant le conventionnement, mais également avec les Préfectures.

Une bonne anticipation des contacts permettra d'identifier les éventuels points de blocages, et les travaux nécessaires pour conserver un calendrier sportif à tous les niveaux pour la saison 2024.

Lorsque le siège fédéral aura reçu l'ensemble des réponses des Préfectures, les Comités Régionaux seront informés individuellement de la position a priori sur son secteur.

Un point d'attention sera également porté sur les secours. A noter une évolution récente sur le sujet avec l'introduction de la notion « d'infirmier protocolé », en parallèle des médecins pour l'ensemble des disciplines bénéficiant de RTS.

Le plan d'action souhaité :

- Identification par les Comités Départementaux des épreuves avec convention avec les Forces de l'Ordre
- Demande de contact aux organisateurs au plus vite avec la préfecture et la Police ou la Gendarmerie selon la convention.
- Travaux sur l'élaboration des calendriers au niveau régional au plus vite
- Anticipation des demandes de conventions (gendarmerie, police, croix rouge, etc..) par les organisateurs
- Remonter les points de blocage au siège fédéral

Marc ANSERMIN

Président de la commission de sécurité